



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



l'Europe  
**s'engage**  
sur  
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

|                          |  |
|--------------------------|--|
| N° opération :           | PA0014509                              |
| Bénéficiaire :           | 39818309500031 CHARPENTE CONTEMPORAINE |
| Action en cours :        | En attente comité décisionnel          |
| État opération :         | Présenté en comité décisionnel         |
| Version de l'opération : | 1                                      |

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

|                  |                               |
|------------------|-------------------------------|
| N° SIRET :       | 39818309500031                |
| Raison sociale : | CHARPENTE CONTEMPORAINE       |
| Adresse :        | 38330 SAINT NAZAIRE LES EYMES |



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

| Codification principale |  |
|-------------------------|--|
| Fonds :                 | Fonds européen de développement régional   |
| Programme :             | Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020   |
| Codification :          | AP02 - Axe prioritaire : Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03d - Priorité d'investissement : Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation / AP02-OT03-PI03d-OS3 - Objectif spécifique : Accroître l'offre certifiée du bois d'oeuvre alpin transformé localement |

## DESCRIPTION

|  |  |
|--|--|
| Intitulé de l'opération                | Développement des capacités de taille de charpente en bois séchés artificiellement |
| Appartenance à un groupe d'opération : | Non  |

| Localisation de l'opération |                                   |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| Description :               | Le Versoud 38420                  |
| Adresse :                   | Charpente Contemporaine Adresse : |

| Appel à projet                   |  |
|----------------------------------|--|
| Date limite de remise de dossier | 25/09/2017   |
| Référence de l'appel à projet    | N° :AP-2017-POIA-OS3 : Accroître l'offre certifiée du bois d'œuvre ./. |

| Liste des comités                                   |             |               |            |      |
|---|-------------|---------------|------------|------|
| Libellé   | Type        | Nature        | Date       | Avis |
| CIRP POIA en consultation écrite du 16 juillet 2019 | Décisionnel | Dématérialisé | 16/07/2019 |      |

| Description de l'opération   |
|--|
| <p>L'entreprise CHARPENTE CONTEMPORAINE a été créée en 1994 par l'association de M. Christophe ROY et M. Daniel PERRON-BAILLY. Localisée dans une zone artisanale dans la commune de SAINT NAZAIRE LES EYMES, nous sommes une trentaine de salariés avec un conducteur de travaux, deux dessinateurs, 3 métieurs, 1 responsable sécurité, un chef d'atelier, des chefs de chantier et des ouvriers spécialisés en charpente, bardage, couverture, etc ...</p> <p>Notre société exploite diverses formes d'activités tel que la construction d'ouvrages traditionnels, en bois massif, en lamellé-collé, fermettes industrialisée ou construction à ossature bois, pour des chantiers de grande importance en marché public ou privé. Nous intervenons également chez les particuliers. De plus notre société exerce sur des chantiers afin d'entreprendre des travaux de rénovation tel que la pose de couverture, la pose de bardages en différents matériaux, ainsi que des travaux d'isolation.</p> <p>Notre entreprise a à cœur de proposer un travail de qualité et de travailler dans le respect de l'environnement et de manière durable. De ce fait, nous avons fait de nombreuses démarches afin d'obtenir des certifications de qualité tel que QUALIBAT (charpente, couverture en tuiles, zinc, ossature bois, bardage) et QUALIBAT RGE (isolation) pour la qualité du travail ainsi que PEFC et BOIS DES ALPES assurant un approvisionnement de bois issues de forêts gérées durablement et favorisant le bois</p> |

local.

Nous souhaitons aller encore plus loin, le projet présenté ici consiste en un investissement dans deux nouveaux équipements générateurs de chiffre d'affaires, de plus-value, de différenciation pour notre entreprise tout en poursuivant notre principal objectif de développer notre offre certifiée Bois des Alpes® :

- acquisition d'un séchoir à bois
- acquisition d'un équipement pour la taille de charpente

### Objectifs recherchés :

Notre entreprise a conscience que ce type de matériel doit être utilisé très fréquemment pour être rentabilisé. A juste titre nous pensons que notre seule activité de charpentier ne pourra probablement pas faire fonctionner les machines à leur maximum. De ce fait, nous avons pensé à plusieurs pistes pouvant amener à une meilleure utilisation des machines :

- Aujourd'hui, nous refusons beaucoup de demandes d'auto constructeurs qui souhaitent nous faire travailler uniquement pour la fourniture du bois. Cependant, le manque d'équipement de notre entreprise ne nous permet de pouvoir proposer cette prestation. Pourtant, nous pensons que c'est une part de marché non négligeable. Le but étant de leur vendre un produit fini (taillé, séché) et certifié. Nous pensons qu'il sera donc possible d'accroître ce type de clientèle.

- Les maîtres d'ouvrage publics et privés (mairies, bailleurs sociaux, promoteurs immobilier) : ce type de clients sont selon nous, représentent un des piliers de la construction et doivent être sensibilisés au maximum sur les avantages et la nécessité de construire en bois certifiés. Cependant, en répondant aux appels d'offres, nous nous retrouvons face au constat suivant : les maîtres d'ouvrage exigent maintenant assez souvent des bois certifiés selon une démarche de type Bois des Alpes mais quand vient le dépouillement des offres l'attrait du prix le plus faible reprend le dessus.

Il nous apparaît donc possible, avec l'internalisation et la baisse du prix, de pouvoir être plus compétitif sur ce type de marché (bois certifiés) voire même de proposer aux maîtres d'ouvrage un bois certifié même si celui-ci ne le spécifie pas dans le CCTP.

### Résultats escomptés (cible visée)

Augmentation de nos ventes de bois certifiés Bois des Alpes® :

En effet, aujourd'hui, nous souhaiterions pouvoir accroître nos ventes de bois certifiés Bois des Alpes®. A l'heure actuelle, si un chantier n'est pas certifié, nous sommes dans l'incapacité d'en proposer à nos clients car la plus-value est beaucoup trop importante par rapport à un bois non certifié dû au à la multiplication du nombre d'intermédiaire. Nous souhaiterions donc internaliser l'ensemble des phases dans un même lieu afin de pouvoir proposer un bois certifié à un prix se rapprochant d'un bois non certifié et ainsi augmenter notre production de bois certifié.

Situation actuelle : entre 2015 et 2016, 3% de bois Bois des Alpes®

Objectif 2-3 ans après l'investissement : augmentation du volume Bois des Alpes® (estimation de +8% par an) intégralement séché dans nos ateliers.

Etre compétitif sur le marché : A l'heure actuelle, nous ne sommes pas équipés d'une machine de taille. L'ensemble de la taille pour nos chantiers est effectué par nos ouvriers. Cela ne nous permet plus d'être compétitifs face à des entreprises équipées. En effet, lors de nos chiffrages, nous devons chiffrer la fourniture de matériaux ainsi que les heures de main d'œuvre. Cet achat nous permettra donc de réduire nos temps de production et de proposer des prix plus intéressants lors de nos réponses aux appels d'offres.

L'intégration de moyens de séchage à nos activités permettra également d'améliorer nos coûts et surtout une réduction des délais par une meilleure maîtrise de la planification dont nous serons les seuls responsables.

Mieux garantir la traçabilité du bois de la chaîne de contrôle :

Notre entreprise travaille essentiellement avec la scierie BARTHELEMY au Versoud (certifiée Bois des Alpes et non équipée d'un séchoir). Nos deux entreprises n'étant pas équipées de séchoir, en cas de commande de bois certifié Bois des Alpes®, nous devons faire appel à un troisième intermédiaire pour le séchage (structure également certifiée bois des Alpes). Ainsi, pour la livraison d'un chantier, il y a 3 intermédiaires et autant d'aller-retour qui augmentent les risques au niveau de la chaîne de contrôle. Cet élément a un enjeu également sur notre compétitivité et sur l'impact environnemental de nos activités (CO2 lié au transport des bois, cf ci-dessous).

Réduire notre impact écologique :

Nous pensons qu'aujourd'hui, dans un but écologique, il est indispensable d'augmenter la production et la vente de bois certifié Bois des Alpes®. Cette certification assurant la garantie que le bois provient des forêts de proximité. A l'heure actuelle, les bois posés sur les chantiers peuvent venir de nombreux pays, le transport de ces derniers augmente donc l'émission de CO2 dans l'air.

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Dans notre projet global, nous avons deux leviers de réduction des kilomètres :

- nous installons à proximité d'un fournisseur significatif (Scierie Barthélémy, également engagée dans la démarche Bois des Alpes®) ;
- nous éliminons encore du transport en internalisant le séchage dans nos ateliers.

Développement de l'entreprise : des recrutements sont envisagés en lien avec les investissements : recrutement d'un apprenti (déjà dans l'entreprise) et d'un nouveau collaborateur dévolu en partie à la conduite du séchoir.

**Calendrier et phasage de l'opération :**

| Période prévisionnelle d'exécution   | Début : 01/10/2017 | Fin : 31/12/2019 |
|--|--------------------|------------------|
| <p>Pour ce qui est du matériel, nous avons effectué des premières consultations et avons obtenu des devis. Ces achats seront envisagés uniquement si la subvention nous est accordée. En cas d'acceptation, nous ferons actualiser nos devis par les entreprises.</p> <p>Dès réception des devis actualisés, nous analyserons les offres afin de choisir le fournisseur correspondant le plus aux critères définis par notre entreprise. Nous passerons commande de la machine de taille en premier (mi 2018) car le délai d'attente est d'environ 18 mois. Nous passerons commande début 2019 du séchoir, le temps d'attente est d'environ 6 mois.</p> <p>(POUR INFORMATION ET NON COMPRIS DANS LA DEMANDE POIA : nous avons trouvé le terrain que nous souhaiterions aménager pour la réalisation de notre projet. Un architecte travaille sur la réalisation de ces travaux afin que nous puissions, après la signature du compromis (octobre 2017), déposer un permis de construire (en novembre 2017). L'achat du terrain et le déménagement se feront donc même si les subventions ne sont pas accordées.)</p> |                    |                  |



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

| Postes de dépense       |                  |
|-------------------------|------------------|
| Type d'assujettissement | HT               |
| Type d'échéancier       | Pas d'échéancier |

| Détails des postes de dépense                    |                 |                                |               |
|--|-----------------|--------------------------------|---------------|
| Catégorie de dépense                             | Direct/Indirect | Fonctionnement/ Investissement | Montant ( HT) |
| Dépenses d'Investissement matériel et immatériel | Direct          | Investissement                 | 467 440,00 €  |
| Achat de machine                                 |                 |                                |               |
| Total :  |                 |                                | 467 440,00 €  |

| Ressources  |     |
|---|-----|
| Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ? | Oui |
| Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?  | Non |

**Détails des  
ressources**

| Financier                      | Partenaire  | Imputation | Régime d'aide | Taux(%)       | Montant (€<br>HT) | Montant réalisé | Montant retenu | Taux<br>d'avancement |
|--------------------------------|---|------------|---------------|---------------|-------------------|-----------------|----------------|----------------------|
| UNION<br>EUROPEENNE            | Fonds européen<br>de<br>développement<br>régional |            |               | 42,79         | 200 000,00        |                 |                |                      |
| <b>Total co-<br/>financier</b> |   |            |               | <b>42,79</b>  | <b>200 000,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>          |
| Bénéficiaire                   |   |            |               | 57,21         | 267 440,00        |                 |                |                      |
| COUT TOTAL<br>ELIGIBLE         |   |            |               | <b>100,00</b> | <b>467 440,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>          |

## INSTRUCTION

|                              |  |                                      |             |
|------------------------------|--|--------------------------------------|-------------|
| <b>Service instructeur :</b> | Direction des Affaires Européennes -<br>POIA | <b>Avis du service instructeur :</b> | Défavorable |
|------------------------------|--|--------------------------------------|-------------|

### Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit dans :

- AP02 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
- OT03 - Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)
- PI03d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation
- AP02-OT03-PI03d-OS3 - Objectif spécifique : Accroître l'offre certifiée du bois d'œuvre alpin transformé localement

Cependant, les difficultés rencontrées pour échanger avec le porteur de projet n'ont pas permis de finaliser l'instruction malgré de multiples relances.

En effet, l'instruction du dossier a démarré le 3 juillet 2018 par l'envoi d'un tableau de liaison demandant des informations et documents complémentaires cruciaux pour pouvoir compléter l'instruction. À la suite d'un appel téléphonique au porteur le 1er août 2018, le dossier qui était initialement prévu pour le CIRP d'octobre 2018, a été reporté au CIRP de décembre 2018 à la demande du porteur car de nombreux éléments importants étaient à stabiliser. Tout d'abord, l'accord de la banque pour le prêt alimentant l'autofinancement n'était pas acquis. De plus, le terrain sur lequel le bâtiment abritant le projet devait être construit appartenant à la mairie, le porteur attendait l'accord du conseil municipal pour lancer les démarches.

D'août 2018 à février 2019, l'entreprise a été contactée par mail et par téléphone à de nombreuses reprises, sans jamais pouvoir discuter avec le responsable, malgré des demandes de rappels répétées.

Un courrier a été envoyé le 20 mars 2019 accordant un délai d'un mois au porteur pour se manifester et donner de nouveaux éléments permettant le bon déroulement de l'instruction. Sans réponse de l'entreprise, le service instructeur s'est vu obligé d'abandonner l'instruction du dossier faute d'éléments et d'informations essentiels à sa validation : certificat Bois des Alpes, comptes de résultat récents, phasage du projet, clarification sur le lieu de construction du bâtiment abritant le matériel financé...

De ce fait, un avis défavorable a été donné à l'opération par l'instructeur afin de ne pas bloquer le FEDER plus longtemps (dossier déposé au titre AAP 2017).